



MAPA 2018-002-FCS

FETE DE LA VILLE « 949^{ème} SAINT MATTHIEU - SEPTEMBRE 2018 »

M.D. - DGS

POUVOIR ADJUDICATEUR

Ville de HOUDAN – Hôtel de Ville – 69 Grande Rue – 78550 HOUDAN

Téléphone : 01.30.46.81.30 / Télécopie : 01.30.88.10.01

Courriel : accueil@villehoudan.fr ou evenementiel@villehoudan.fr

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

« 2018-002-FCS – FETE DE LA VILLE 2018 « 949^{ème} FOIRE SAINT MATTHIEU – 29 & 30 Septembre 2018 »

Procédure adaptée en application de l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES

LUNDI 11 JUIN 2018 à 16 H 00

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

1-1 Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières concernent les prestations suivantes :

Fête de la Ville 2017

Type de service : services récréatifs, culturels et sportifs

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

Objet principal : 39522530-1 – Tentes

La Ville de HOUDAN est une ville de 3500 habitants environ avec une sociologie et un habitat équilibrés. En dépit de sa proximité avec la capitale, la Ville a conservé un esprit village que la Municipalité s'efforce de cultiver et de valoriser notamment au travers d'animations festives extérieures qui constituent autant de lieux de rencontres et de partages.

Dans l'esprit de la Municipalité, les animations organisées par la Ville et notamment la Foire Saint Matthieu ne peuvent comporter aucune barrière à l'entrée notamment financière. C'est la raison pour laquelle l'accès à cette fête est totalement gratuit. Le principe de la gratuité d'accès tant à la Foire qu'à ses animations est un élément fondateur de la Foire Saint Matthieu. Il détermine ainsi un rapport à la rue, à l'espace public, à la société qui est tout à la fois artistique et politique. Le financement public constitue en effet une façon d'élargir la répartition de la richesse sociale, notamment par un mélange des publics, la gratuité de l'accès à cette foire historique est une manifestation gratuite par nature par cohérence et par respect avec l'espace public où elle se déroule.

La Municipalité de Houdan considère enfin que les festivités sont l'expression vivante de l'image interne et externe de la Ville. C'est la raison pour laquelle elle attend du candidat que la prestation soit en parfaite harmonie entre le lieu d'accueil, les prestations et le public.

La Foire de la Saint Matthieu – dans sa 949^{ème} édition – aura lieu les 29 et 30 septembre 2018.

1-2 Présentation

La Foire Saint Matthieu est une foire séculaire, organisée chaque année le dernier week-end de septembre, elle se déroule autour de cinq axes :

1. ANIMAUX

La structure avicole de l'association SACCY portant l'exposition avicole avec jury pour remise des récompenses aux lauréats, Place de la Tour,

L'exposition équine et bovine, Place de la Tour,

2. FETE FORAINE

La fête foraine, Parc du Cygne,

3. VENTE

L'exposition des camelots et la brocante (dans les rues de la Ville)

L'exposition des concessionnaires automobiles (stands dans les rues de la Ville)

4. VILLAGE DES ARTISANS

Le marché artisanal (stands dans les rues de la Ville)

5. ANIMATIONS ITINERANTES

Déambulation de troupes d'artistes dans les rues de la Ville (périmètre de la Foire)

Le thème retenu pour l'année 2018 est « Vintage – Années 1920 et 1930 »

ARTICLE 2 : DECOMPOSITION DU CONTRAT

2-1 Allotissement

Les prestations font l'objet de 2 lots :

LOT 1

Location et installation d'une structure pour l'exposition avicole avec mise en place éclairage, blocs secours et extincteurs

Conformément à l'article 55 – IV du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

5-2 Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-3 Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : Euro.

5-4 Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidats transmettent leur proposition sous pli portant la mention suivante :

**« MAPA N° 2018-002.-FCS – FETE DE LA VILLE 2018 - 949^{ème} FOIRE SAINT MATTHIEU – 29 & 30 Septembre 2018 –
NE PAS OUVRIR »**

L'enveloppe contient les justificatifs de candidature visés à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et au règlement de la consultation ainsi que les éléments relatifs à l'offre.

Les plis devront être remis contre récépissé à l'adresse suivante :

Mairie de Houdan – Accueil Administratif – 69 Grande Rue – 78550 Houdan
(lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 9h-12h / 15h-17h00 et mardi 15h-19h30)

Ou s'ils sont envoyés par la poste, devront l'être à l'adresse ci-dessous :

Mairie de Houdan – Service de la Commande Publique – Hôtel de Ville – 69 Grande Rue – 78550 Houdan
Ce par pli recommandé avec avis de réception postal.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de consultation ne seront pas ouverts.

5-5 Négociation

Les conditions de négociation sont les suivantes : après examen des propositions reçues la Ville se réserve la possibilité de donner suite aux offres, d'engager ou non des négociations avec les cinq candidats ayant présenté les offres les plus intéressantes.

Pour ce qui est de la négociation, le pouvoir adjudicateur ou son représentant aura la possibilité de négocier s'il l'estime utile. La négociation pourra porter sur un, plusieurs ou tous les critères de jugement des offres mentionnés à l'article 6 du présent règlement de consultation. Le pouvoir adjudicateur informera du cadre de la négociation dans les meilleurs délais les entreprises et/ou groupement d'entreprises admises à négocier.

Les négociations se feront :

Soit par écrit : envoi d'un mail aux candidats sélectionnés.

Soit mixte oral/écrit : via une audition confirmée impérativement par écrit (confirmation par mail des termes échangés).

Il est donc vivement conseillé aux candidats d'inscrire dans l'acte d'engagement une adresse mail fréquemment consultée.

Ne pourront être admises à la négociation les entreprises dont l'offre a été jugée comme inappropriée. Pour rappel est inappropriée une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre. La Ville se réserve le droit d'admettre à la négociation les offres irrégulières ou inacceptables. A l'issue de la négociation, les offres demeurant irrégulières ou inacceptables seront éliminées d'office.

L'absence de réponse à la négociation vaut maintien de l'offre initiale.

ARTICLE 6 : JUGEMENT DES PROPOSITIONS

Le jugement des offres sera effectué au moyen des critères énoncés ci-dessous avec application d'un système de pondération.

Le pouvoir adjudicateur attribuera le marché au candidat ayant fourni la proposition économiquement la plus avantageuse en fonction des critères et sous-critères de notation suivants :

- Prix : 60 points

Le calcul du critère prix se fera sur la base suivante :

Note = offre la mieux-disante * 60 / offre considérée

- Valeur technique de l'offre : 40 points

Ce critère sera basé sur le mémoire technique détaillant :

La valeur technique des tentes proposées : 20 points

Les moyens humains et matériels affectés au marché : 20 points

Toute offre à laquelle le mémoire technique, l'acte d'engagement et/ou la pièce financière ne serait pas joint ne pourra être analysée et se verra donc déclarée irrégulière au sens de l'article 59 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Pour les prestations à prix forfaitaires, le prix global et forfaitaire est détaillé au moyen d'une décomposition qui en indique les éléments constitutifs. La décomposition du prix global forfaitaire permet d'apprécier les offres et n'a pas de valeur contractuelle.

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur la décomposition du prix global forfaitaire, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en concordance avec le prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée car considérée comme non cohérente.

Offres anormalement basses

Conformément à l'article 60 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

1) Renseignements administratifs

Correspondant : Madame Duarte – Secrétariat Général

Adresse : Mairie de Houdan – Service de la Commande Publique/Secrétariat Général –
69 Grande Rue – 78550 Houdan

Téléphone : 01.30.46.81.33 – Télécopie : 01.30.88.10.01 – courriel : secretariat@villehoudan.fr

2) Renseignements techniques

Service évènementiel : Mme LABAY-GEFFROY – 01.30.46.94.16 – evenementiel@villehoudan.fr

Voies et Délais de recours

La décision peut être contestée dans un délai de deux mois à partir de la notification de l'acte auprès du Tribunal Administratif de Versailles – 56 Avenue de Saint Cloud – 78011 Versailles Cedex

Courriel électronique : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Téléphone : 01.39.20.54.00 – Télécopie : 01.39.20.54.87

FIN DU RC

LOT 2

Location et installation de 10 structures de 3 x 3 pour le Village des Artisans, et de 3 structures de 4x4 avec plancher pour l'espace restauration de la Saccy avec mise en place éclairage, blocs secours et extincteurs.

2-2 Forme du marché

Les prestations donnent lieu à un marché ordinaire traité à prix forfaitaire.

ARTICLE 3 : GENERALITES

3-1 Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles,
- Le présent cahier des clauses particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes,
- Le règlement de consultation,
- Les pièces particulières, annexes éventuelles :
- Le CCAG des marchés publics de fournitures courantes et de services
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- L'offre technique et financière du titulaire.

3-2 Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

1. Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :
 - a) Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi conformément aux dispositions des articles R 1263-4-1 et R 1263-6-1 du Code du Travail
 - b) Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R 1263-2-1 du Code du Travail (décret n° 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales)
2. Lors de la conclusion du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative communiquer la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du Travail en précisant pour chaque salarié (article D 8254-2 du code du travail) :
 - a) Sa date d'embauche,
 - b) Sa nationalité,
 - c) Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
3. Lors de l'attribution du marché et avant la notification du marché, le fournisseur ou l'entrepreneur retenu doit fournir des documents datant de moins de six mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au trésor public.

A savoir :

 - a) Le certificat social URSSAF (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession)
 - b) Une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession)

De plus, pour les contrats d'une valeur supérieure à 5.000 Euros, le candidat et futur attributaire du marché doit fournir avant la notification du marché les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de

moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (l'attestation de vigilance).

4. Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis),
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom (ou la dénomination sociale), l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétence,
 - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

3-3 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur ou en sa possession, par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

3-4 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-5 Autres obligations

3-5-1 Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 134 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 8221-2, L 8221-3, L 8221-5, L 8231-1 et L 8241-1 du Code du Travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 32.1 du CCAG-FCS).

3-5-2 Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître ni la nature ni la teneur. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

c) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, pour la sécurité publique (plan alerte attentat, vigipirate, tempête etc.), ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et il reste responsable du respect de celles-ci.

3-5-3 Obligations diverses

Interlocuteur unique :

Dans son offre, le titulaire désigne l'interlocuteur unique qualifié au vu des missions définies au CCP en y joignant également l'ensemble de leurs coordonnées (courriel, télécopie, téléphone etc.). Ces informations sont à renseigner dans l'acte d'engagement. Tout changement est soumis à l'agrément du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Dates et horaires

Les dates et les horaires de la prestation sont une obligation principale. En cas de non-respect des dates et horaires prescrits, le titulaire ne sera pas payé et pourra encourir des pénalités.

Réunion de préparation et coordination

Le titulaire devra obligatoirement assister aux différentes réunions nécessaires à la mise en place de l'évènement. Au moins une réunion de préparation et de coordination est prévue en présence des services concernés de la mairie et du ou des titulaires du marché. Toute absence aux réunions pourra faire l'objet de pénalité.

ARTICLE 4 : DUREE DU CONTRAT – DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4-1 Durée du contrat – Délai d'exécution

Les prestations seront exécutées ainsi qu'il suit :

POUR LOT 1 – EXPOSITION AVICOLE

Le lundi 24 septembre : montage structure au mercredi 25 septembre fin de matinée

Le jeudi 27 septembre : mise en place électricité (armoie + branchement)

Le vendredi 28 septembre : présence d'un représentant de l'entreprise titulaire du marché pour commission sécurité

Le week-end des 29-30 septembre 2018 : astreinte obligatoire

Le lundi 1^{er} octobre 2018 : démontage structure

POUR LOT 2 : STANDS DES ARTISANS et ESPACE RESTAURATION POUR LES EXPOSANTS AVICOLES

Le jeudi 27 septembre : montage structures avec mise en place électricité (armoires + branchement)

Le vendredi 28 septembre : présence d'un représentant de l'entreprise titulaire du marché pour commission sécurité

Le week-end des 29-30 septembre 2018 : astreinte obligatoire

Le lundi 1^{er} octobre 2018 : démontage structures

4-2 Modification du contrat

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié conformément à l'article 139 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le marché prévoit que le contrat puisse être annulé sans ouvrir droit à indemnité de quelque nature que ce soit, ce pour des raisons exceptionnelles et imposées à la Ville telles que l'annulation de la Foire en raison d'événements majeurs : attentat, tempête, refus d'avis favorable de la commission sécurité etc.

4-3 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité horaire forfaitaire de 100 €uros.

ARTICLE 5 : PRIX ET REGLEMENT

5-1 Contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix unitaires sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

5-2 Variation des prix

Les prix du marché sont conclus à prix fermes.

5-3 Modalités de règlement

5-3-1 Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 115 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

5-3-2 Taxe sur la Valeur Ajoutée

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5-3-3 Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro et la date du marché ainsi que de chaque avenant le cas échéant,
- Les nom, n° Siret et adresse du créancier,
- Le numéro du compte bancaire ou postal du créancier tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Les livraisons effectuées et les prestations exécutées,
- La date de livraison ou d'exécution des prestations,
- Le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25-3 du CCAG FCS,
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant,
- Le montant total des prestations,
- Les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché,

- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement seront adressées préférentiellement par courriel à : comptabilite@villehoudan.fr ou à l'adresse suivante : Hôtel de Ville – Service des Finances – 69 grande rue – 78550 Houdan.

5-3-4 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants,
- Au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5 Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder trente jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 à compter de la réception de la facture.

5-3-6 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-4 Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations conformément à l'article 5-3-5 du présent CCP.

5-5 Avance

Sans objet.

5-6 Pénalités diverses

En cas de non-respect des prestations prévues dans l'offre du candidat et retenues par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité de 200 Euros après constatation du défaut. La pénalité s'appliquera autant de fois que de défauts constatés.

En cas d'absence aux réunions provoquées par le pouvoir adjudicateur, une pénalité de 100 Euros par absence sera appliquée. Sera considérée comme absente toute entreprise représentée par une personne incompétente ou insuffisamment informée.

Cumul des pénalités

Les présentes pénalités ainsi que celles de l'article 4-3 du présent CCP sont cumulables. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FC5, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 Euros pour l'ensemble du marché. Il pourra donc encourir sans mise en demeure préalable des pénalités dont le montant serait inférieur à 300 Euros.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6-1 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : Ville de HOUDAN 78550.

6-2 Clauses Techniques - Descriptif

Descriptif de l'évènement

Samedi 28 et Dimanche 29 Septembre 2018 : 949^{ème} Foire Saint Matthieu

L'exposition avicole et le marché artisanal abritent sous des tentes et structures les associations et exposants qui souhaitent participer à la Foire Saint Matthieu à travers des démonstrations et animations participatives.

Le stock de tentes de la Ville n'est pas suffisant pour accueillir tous les visiteurs.

Le rôle du prestataire sera de compléter le stock de la Ville à travers une location de tentes et leur montage/démontage dans les règles de l'art et le respect des normes incendie et sécurité.

LOT 1 – EXPOSITION AVICOLE

1 STRUCTURE DE 675 m² (45 m x 15 m) de couleur blanche avec parquet, toiture blanche opaque et cloisons extérieures en dur ou PVC blanc M2, structure en conformité avec les normes incendie (réaction au feu) : piquetage obligatoire d'un côté et lestage de l'autre côté (prévoir des cache plots tout en veillant à ce que l'implantation ne gêne pas la circulation des véhicules notamment ceux des moyens de secours) : fournir homologation de la structure valable pour la durée de la manifestation.

Location et Mise en œuvre d'une armoire électrique : pour mise en place des lumières et blocs de secours + 2 projecteurs extérieurs de 500 Watts : éclairage à prévoir en nombre et en qualité d'illumination suffisants afin d'obtenir le plus de luminosité possible dans la structure et à l'extérieur. Blocs de secours avec signalétique.

Mise en place de 5 sorties de porte de secours en aluminium fermant à clés avec 5 pans inclinés accès PMR.

L'ensemble des installations électriques et raccordements doivent être tenus hors d'eau et hors intempéries (mise en terre du câblage avec isolation)

Location et mise en place de six extincteurs à eau à chaque sortie ainsi que de deux extincteurs CO2 pour les armoires électriques

Le lundi 24 septembre au mercredi 26 septembre en fin de matinée : montage structure. Le prestataire devra prendre toute disposition pour permettre l'accès aux usagers qui souhaitent se rendre à la maison médicale située en arrière de la place.

Le jeudi 27 septembre : mise en place électricité (armoire + branchement)

Le vendredi 28 septembre : présence d'un représentant de l'entreprise titulaire du marché pour commission sécurité

Le week-end des 29-30 septembre 2018 : astreinte obligatoire

Le lundi 1^{er} octobre 2018 : démontage structure

Plan à l'échelle informatisé présenté sur format A3 de l'implantation de la structure

Plan de la structure informatisé présenté sur format A3, avec positionnement des 5 portes de sortie de secours

Dossier photographique de la structure et de ses installations de sécurité

Suivi par un responsable technique sur site durant l'ensemble de la prestation + astreinte obligatoire les 29-30 septembre 2018

Présence d'un responsable technique sur site pour commission sécurité le 28.09.2018 (horaire à confirmer)

L'ensemble des documents techniques (plans, homologations, habilitations ...) sera à fournir à la Ville dès attribution du marché afin de lui permettre de compléter le dossier de sécurité établi pour cette manifestation auprès des services compétents.

LOT 2 : STANDS VILLAGE DES ARTISANS et ESPACE RESTAURATION POUR LES EXPOSANTS AVICOLES

Location et installation de 10 structures de 3 x 3 pour le Village des Artisans, et de 3 structures de 4x4 avec plancher pour l'espace restauration de la Saccy avec mise en place éclairage, blocs secours et extincteurs.

A/ 10 STRUCTURES de 3 m * 3m de couleur blanche sans parquet : location et mise en place, structure en conformité avec les normes incendie (réaction au feu) : lestage en périphérie (prévoir des cache plots tout en veillant à ce que l'implantation ne gêne pas la circulation des véhicules des moyens de secours) : fournir homologations des structures valables pour la durée de la manifestation, pose de rideaux de séparations, de fermetures et de gouttières entre les structures ; prise électrique avec raccordement dans chaque structure.

Mise en œuvre de 19 mètres linéaires de passe-câbles.

L'ensemble des installations électriques et raccordements doivent être tenus hors d'eau et hors intempéries

Protection des sols existants lors des montage/démontage des structures.

Extincteurs

Plan à l'échelle informatisé présenté sur format A3 de l'implantation des structures

Plan des structures informatisé présenté sur format A3

Dossier photographique des structures

Suivi par un responsable technique sur site durant l'ensemble de la prestation + astreinte obligatoire les 29/30.9.2018

Présence d'un responsable technique sur site pour commission sécurité le **28.09.2018** (horaire à confirmer)
Le jeudi 27 septembre après-midi : montage structures avec mise en place électricité (armoire + branchement)
Le vendredi 28 septembre : présence d'un représentant de l'entreprise titulaire du marché pour commission sécurité (horaire à confirmer)
Le week-end des 29-30 septembre 2018 : astreinte obligatoire
Le lundi 1^{er} octobre 2018 matin : démontage structures

B/ Fourniture, Montage et Démontage de 3 structures de 4m x 4 m accolées avec parquet, structures accueillant l'espace restauration des exposants avicoles,

Fourniture et pose éclairage intérieur des structures.

L'ensemble des installations électriques et raccordements doivent être tenus hors d'eau et hors intempéries (mise en terre du câblage avec isolation) : le raccordement électrique doit permettre outre l'éclairage intérieur des deux structures, le raccordement d'une gazinière électrique à plaques chauffantes, un micro-ondes et deux réfrigérateurs, un coffret de 2 prises avec protection 30 MA.

Mise en œuvre de passe-câbles entre la structure d'exposition avicole (LOT 1) et les trois structures d'espace restauration exposants avicoles.

Location et mise en place de huit extincteurs à eau à chaque sortie ainsi que de deux extincteurs CO2 pour les armoires électriques

Le jeudi 27 septembre après-midi : montage structures avec mise en place électricité (armoire + branchement)

Le vendredi 28 septembre : présence d'un représentant de l'entreprise titulaire du marché pour commission sécurité

Le week-end des 29-30 septembre 2018 : astreinte obligatoire

Le lundi 25 septembre matin : démontage structures

Protection des sols existants lors des montage/démontage des structures.

Plan à l'échelle informatisé présenté sur format A3 de l'implantation de la structure

Plan de la structure informatisé présenté sur format A3

Dossier photographique des structures

Suivi par un responsable technique sur site durant l'ensemble de la prestation : astreinte obligatoire les **29-30.9.2018**

Présence d'un responsable technique sur site pour commission sécurité le **28.09.2018** (horaire à confirmer)

A ces différents pôles s'ajoute une offre diversifiée de restauration proposée par les commerçants, restaurateurs et associations, coordonnée et organisée par la Ville.

De manière générale, le prestataire sélectionné s'engage à :

- Participer à des réunions de coordination avec le service événementiel et les services techniques de la Ville
- Prendre en charge l'organisation, l'installation, l'exécution la coordination et le démontage de l'ensemble des prestations.
- Prendre toutes mesures nécessaires afin d'obtenir les autorisations d'occupation du domaine public et d'installation, toutes dispositions permettant de limiter la gêne occasionnée aux usagers et riverains.

ARTICLE 7 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DU MARCHE

7-1 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CC5G FC5.

7-2 Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG FC5 par le pouvoir adjudicateur.

7-3 Garantie

Par dérogation à l'article 28-1 du CCAG FC5, il n'est pas prévu de période de garantie.

ARTICLE 8 : RESILIATION DU PRESENT MARCHE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le présent marché, sans que cette résiliation n'ouvre droit à une quelconque indemnisation de quelque nature que ce soit, en cas de force majeure, événement extérieur imprévisible et non imputable à la Ville rendant impossible la résiliation du contrat signé. Selon que l'empêchement est définitif, les obligations qui découlent du présent marché deviennent nulles et non avenues.

En raison du contexte sécuritaire (notamment le plan vigipirate alerte attentats) la prestation liée au présent marché pourra être ainsi annulée sans ouvrir droit à une quelconque indemnisation.

Ainsi la Ville de Houdan pourra résilier le présent marché pour motif d'intérêt général sans avoir à indemniser le cocontractant, conformément à l'arrêt du 19 décembre 2012 (CE, 10 décembre 1982, « Loiselot » n°22856).

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant, en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG FCS.

ARTICLE 9 : LITIGES ET DIFFERENDS

Les différents et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Voies et Délais de recours

La décision peut être contestée dans un délai de deux mois à partir de la notification de l'acte auprès du Tribunal Administratif de Versailles – 56 Avenue de Saint Cloud – 78011 Versailles Cedex

Courrier électronique : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Téléphone : 01.39.20.54.00 – Télécopie : 01.39.20.54.87

FIN DU CCP